

Communiqué aux cheminots

Une direction irresponsable !

Alors que moins de 25% des TER ont circulé ce vendredi suite au droit de retrait que les ASCT et les ADC ont fait valoir sur tout le territoire, la direction s'est livrée à un jeu malsain en trois actes.

Acte 1 : Discréditer, stigmatiser et nier !

Dès le début de la journée, la direction nie la réalité des droits de retraits et qualifie de « grève » surprise cette action qui ne vise qu'à assurer la sécurité immédiate des usagers et des travailleurs du rail.

Pointant du doigt les organisations syndicales qui soutiennent la démarche, on aura même entendu les dirigeants de l'entreprise qualifier ce mouvement de « grève politique ».

Pas même une pensée pour les victimes de l'accident ferroviaire qui aura mis en lumière les carences sécuritaires de l'EAS et du matériel AGC... La direction joue même le mensonge en parlant d'un mode d'exploitation validé par les O.S. depuis 10 ans ... Ils n'ont honte de rien !

Acte 2 : Gagner du temps et menacer les « frondeurs »

En ne recevant qu'une seule organisation syndicale pendant la matinée, la direction entretient le flou et lors d'une conférence de presse, annonce la tenue d'une rencontre avec les fédérations et la tenue immédiate de réunions territoriales pour négocier sur les problématiques d'EAS, de sureté et sur les problématiques liées à la modification des autorisations de mise en mouvement prévues d'être mise en place en Décembre... **L'ensemble de ces réunions territoriales n'ont été que des mauvaises pièces de théâtre où les dirigeants n'avaient rien à proposer ... Et ne s'en cachait même pas !** Pourtant elle n'est pas restée sans réactions puisque sans enquête préalable, sans avis des inspections du travail, partout, elle va signifier de manière illégale des « mises en demeure » avec des menaces d'absences irrégulières et de sanction si le droit de retrait perdure !

Acte 3 : Une réunion nationale pour pas grand-chose !

En convoquant l'ensemble des fédérations en début de soirée, on pouvait penser légitimement qu'une sortie de crise par le haut était possible mais après plus de 5 heures d'échanges, il faut se rendre à l'évidence, l'entreprise ne s'engage pas sur grand-chose :

Refus de remise en cause de l'EAS, même sur les matériels non-fiables (AGC, Régio2N), donc refus d'embauche de contrôleurs supplémentaires !

Report de 3 à 6 mois de la nouvelle procédure de mise en mouvement si les experts disent que ce n'est pas dangereux de revenir en arrière. Maintien de l'ensemble des emplois supprimés liés à cette procédure sur le 1^{er} semestre 2020.

Maintien des mises en demeure et des menaces d'absences irrégulières et de sanctions !

Accélération des embauches non-réalisées en 2019 à la sùge et dans les gares.

Modification du matériel AGC et des procédures sur cet engin.

Plusieurs réunions nationales prévues sur l'AUM, le matériel ou le rex de l'accident !

SUD-Rail ne baisse pas les bras, et ne laissera pas l'immense solidarité de cette journée tomber aux oubliettes, nous continuons à soutenir les agents qui ne veulent pas perdre leur vie à la gagner et à agir pour que leurs droits soient respectés et leurs revendications légitimes entendues....

La direction va devoir céder !